La République «post-islamiste» de Syrie ?

Paru dans la revue Vivant Univers en juillet 2000

Entre 1979 et 1982, la Syrie baathiste réprima la contestation du mouvement islamiste des Frères musulmans par des massacres collectifs, usant d'une violence inouie. Vingt ans plus tard, le pouvoir n'a pas changé, mais il a habilement géré les suites de la répression.

Les recherches que Michel Seurat -sociologue français et otage au Liban, mort en détention- mena au début des années 80 sur le mouvement islamiste syrien et les événements qui venaient de secouer la Syrie sont devenues célèbres. Le travail de Seurat fut d'autant plus remarquable qu'il esquissait déjà des développements ultérieurs de l'islamisme, que l'on pourrait aujourd'hui apparenter à ce qu'Olivier Roy, dans une édition récente de la «Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée», décrit comme des évolutions «post-islamistes» : une forme de «réislamisation» par le bas, de *«déshérence, lassitude, indifférence ou tout simplement de non pertinence de la norme islamique dans le champ politique».* (1)

Il serait pourtant faux de s'imaginer que l'écrasement en Syrie d'un courant politico-religieux, par un régime à l'époque «socialiste» et sous «influence soviétique», aurait mené au renforcement d'un Etat purement laïque, séparant strictement les domaines religieux et publics. Michel Seurat -alias Gérard Michaud pour le besoin d'un ouvrage intitulé «Les Frères musulmans» (2)- montra comment le président Hafez El-Asad su récupérer la rhétorique islamique dès 1980, au plus fort de la crise. Rifaat El-Asad, son frère, s'affichait certes comme étant *«ce condotierre (...) fasciné par une certaine «efficacité» (...) du système social en vigueur dans les pays du «socialisme réel».»* Il sera l'orchestrateur des massacres de Palmyre (1980) et de Hama (1981 et 1982), à la tête de ses fameuses Brigades de Défense (Saraya al-difa'). La conscience collective syrienne l'associe largement à la répression (3). Mais le président, quant à lui, ne s'y est pas trompé. Le discours qu'il tient encore aujourd'hui sur les rapports de L'Etat syrien à la religion remonte au 8 mars 1980, quand intervenant à l'Université de Damas, il argumente en attaquant les islamistes sur leur propre terrain, faisant remonter l'Islam au tronc commun du Prophète et déclarant entre autres : *«En tant que citoyen syrien, je crois à l'Islam et à son dogme. En tant que chef de l'Etat, je trouve dans le Christianisme de même que dans l'Islam sujet d'être fier, d'autant plus que de cette bonne terre, notre terre arabe, sont issus Muhammad fils d'Abdallah - Dieu lui accorde salut et bénédiction - et Isa (Jésus) fils de Marie - sur lui le salut -... Mais le croyant ne peut faire commerce de sa foi. Celui qui croit en l'Islam ne peut commettre des actes que l'Islam récuse. Vous avez entendu tout ce qui a été rapporté à la radio et à la télévision à ce sujet, qui suffit à condamner ces gens-là de la manière la plus claire au nom des enseignements de l'Islam.(...)»*

Une «ré-islamisation» réussie ?

Pour Michel Seurat, la logique mise en oeuvre par Hafez El-Assad, est purement communautaire. Le président est issu de la minorité alaouite, proche du chiisme, et gouverne un pays où la majorité de la population est sunnite (75 %). Afin de garder le pouvoir, Assad doit donc gérer la Syrie en se référant à des «troncs communs», celui de l'Islam (chiisme et sunnisme) avant tout, celui de l'Islam et du Christinaisme dans une moindre mesure (les Chrétiens représentent 10% de la population).

Dès la seconde moitié des années 80, le régime mènera deux types de politiques : l'une tentera, au niveau international, de renforcer l'axe chiite, l'autre visera, au plan interne, à regagner les faveurs de la communauté sunnite par la voie d'une gestion spécifique de l'Islam.

Ces politques ont créé aujourd'hui, en Syrie, une atmosphère qui donne l'impression que le pays a réussi sa «ré-islamisation». Au cours de la guerre Iran-Irak, Damas choisit le camp de l'Iran chiite. De ce fait, le gouvernement baathiste renforca un axe géopolitique incluant le Liban (où Damas et Téhéran exercent leur tutelle sur la milice chiite du Hezbollah), mais contribua également à l'augmentation des visites de pélerins iraniens aux deux lieux saints du chiisme situés dans la capitale syrienne : les mausolées de Sitt-Raqqiya et de Sitt-Zeinab. Si les flots considérables de femmes iraniennes en «tchador» n'ont aucun rapport structurel avec la société syrienne ou damascène, ils contribuent néanmoins à « islamiser » l'espace. La communauté commerçante sunnite de Damas (celle qui a réussi à profiter de «l'infitah», le programme d'ouverture économique) n'est d'ailleurs pas forcément mécontente du pouvoir d'achat que déploient les visiteurs persans. Mais une «nouvelle bourgeoisie» prospère également. Le Libanais Joseph Bahout (4) a étudié le cas de Saëb Nahas, chiite de Damas, fils d'un petit fabricant de textiles, qui a fondé et qui préside une « Commission de coordination économique entre la Syrie et l'Iran ». *«Nahas deviendra ainsi, par le biais de Transtour - sa compagnie touristique - l'unique tour-operator autorisé à prendre en charge les pélerins chiites vers le site de Sitt-Zeinab (...). Il draîne ainsi tous les jours des bus entiers de ses correligionaires du Liban, d'Iraq et d'Iran. De plus, à son initiative, Sitt-Zeinab s'est progressivement transformé en une sorte de ville champignon, pleine d'hôtels et de centres de soins dont Nahas est le principal promoteur et actionnaire aux côtés de l'Etat »,* explique Joseph Bahout.

Au plan interne, certaines recherches récentes se sont penchées sur la manière dont le pouvoir a pu consolider ses rapports avec la majorité sunnite dans le cadre d'un gestion rapprochée de l'Islam. La politologue allemande Annabelle Böttcher (5) observe comment la bureaucratie syrienne maintient son contrôle des pratiques de l'Islam sunnite par les biais du ministère des Waqfs (wizarat al-awqaf) - des fondations religieuses qui couvrent une grande partie du territoire syrien. *« Il est impossible à un musulman d'échapper à ce cadre institutionnel qui, d'une part, règle le financement du personnel religieux et des lieux de cultes par le biais de l'administration des Waqfs et, d'autre part, monopolise l'interprétation de la religion par une mainmise sur l'enseignement religieux (...) »,* conclut Annabelle Böttcher. De larges pans de la vie publique échapperaient néanmoins à l'Etat et aux règles de l'Islam officiel : *«On s'aperçoit des faiblesses de l'appareil bureaucratique, de sa rigidité, de son manque de moyens aussi bien financiers qu'en personnel. Dans le domaine de l'enseignement religieux féminin et celui de la construction des mosquées, on voit s'organiser spontanément une société civile sunnite, en groupes d'enseignement religieux et en comités de construction de mosquées. Même un régime autoritaire comme le régime syrien a dû reculer devant le consensus apparu en faveur d'un islam pacifiste. La vague d'islamisation par le bas est la réponse sunnite d'une population privée d'autres formes de participation à la vie politique, économique et sociale. »* (6)

Nouvelle éthique islamique

Une nouvelle médiation est instaurée : Certains islamistes en exil depuis les années 80 ont été autorisés à rentrer au pays. Des représentants du secteur privé sont intervenus dans la libération de certains prisonniers politiques islamistes. Mais si au temps de Seurat, les cheikhs qui relayaient la revendication islamiste s'appelaient Muhammad Awad (à Damas) ou Abdel Qader Isa (à Alep), ce ne sont que les religieux sunnites proches du régime qui sont aujourd'hui autorisés à introduire des sujets sensibles dans la discusssion publique. Ils se dénomment cheikh Sa'id Ramadan Al-Buti, intervenant principal de l'émission religieuse hebdomadaire diffusée à la télévision syrienne, et cheikh Kaftaru. Ce dernier *« est devenu*

pour le régime un pilier de légitimation religieux, propageant sa version de l'islam officiel » (7).

Une des contributions à l'ouvrage intitulé «Le Post-islamisme» (déjà évoqué plus haut) étudie les modalités qui fondent le magistère du cheikh Al-Buti (8). L'auteure, Sandra Houot, s'interroge sur la position adoptée par ce cheikh face au mouvement des Frères musulmans. Elle rappelle qu'Al-Buti était rattaché à la tendance modérée, qui s'était *«désolidarisée des groupes revendiquant la lutte armée contre le pouvoir, en 1975, lors de la création de «l'Avant garde combattante des Frères musulmans» et en 1980, à la naisssance du «Front islamique», dans un contexte de guerre larvée».* D'après Sandra Houot, le refus d'adhésion de ce cheikh à la lutte armée dénotait, à l'époque déjà, *«une intériorisation de l'impasse politique face à un Etat parti centralisateur (...)»* Pour comprendre la position d'Al-Buti, il faudrait donc *«dépasser la forme institutionnelle pour réfléchir au redéploiement d'un espace de signification islamique où la prévalence des modalités éthiques se fait jour».*

Tandis que l'Etat syrien a tenté de contrôler le champ religieux en en renfoçant l'Islam en tant que religion nationale, la communauté sunnite aurait donc choisi d'investir la société civile en la «ré-islamisant». Ayant raté son projet d'Islam politique (projet «islamiste»), cette communauté s'est ainsi orientée vers une transmission des valeurs éthiques de la foi en s'adressant à la base de la société. Il s'agit, selon l'expression de Sandra Houot, d'un *«médiation éthique pour la résolution du conflit politique».* La République arabe syrienne serait-elle, dès lors, devenue un République «post-islamiste» ? Seul l'avenir révèlera si ce contexte, qui semble caractériser la Syrie en ce début de millénaire, se confirmera au-delà du régime autoritaire de l'alaouite Hafez El-Assad.

Pierre Coopman
Rédacteur en chef de la revue Défis Sud

Je dois encore peaufiner les références

(1) Roy in le Post islamisme, Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, n°85-86, Edisud, 1999, p.12.
(2) Gérard Michaud et Olivier Carré, Les Frères musumlmans, Paris, Gallimard/Julliard, 1983.
(3) Anecdote sur ce que les jeunes syriens disent aujourdh'ui de Rifaat... (encore à faire)
(4) Joseph Bahout, les Entrepreneurs syriens, Beyrouth, Cermoc, 1994.
(5) A.Bötcher, « Le inistère des Waqfs » in «Le Monde arabe. Maghreb-Machrek», n°158, octobre-décembre 1997, Paris, La Documentation française, 1997.
(6) A. Bötcher, op.cit
(7) Pas repris dans la version papier de Vivant Univers Eberhard Kienle, in «Le Monde arabe. Maghreb-Machrek»... (encore à faire)
(8) Sandra Houot. « De la religion à l'ethique, Esquisse d'une médiation contemporaine » in « Le Post-islamisme», po.cit, p.31